

Déclaration de Sud Éducation Manche.

Pour Sud Éducation, l'annonce du budget, le rapport de la Refondation de l'école et le discours du président de la république de mardi dernier ne présagent aucun changement profond. Les principales réformes des dernières années sont entérinées, le budget réel de fonctionnement du Ministère augmente moins que l'inflation, et le nombre de création de postes avoisinera au plus 9000 au lieu du double annoncé. Au-delà de quelques annonces de tonalité progressiste, nous ne voyons pas de vraie rupture avec la politique du gouvernement précédent, ni sur le fond des politiques éducatives, ni sur la question budgétaire.

Les recommandations que propose le rapport, les annonces du Président de la République, sont trop souvent de petits aménagements de la politique libérale en marche depuis de trop longues années. Sur les rythmes scolaires, les contrats d'avenir professeurs, les Agents de prévention et sécurité, le livret personnel de compétences, le recrutement massif de contrats aidés, la volonté de soumettre l'école au monde de l'entreprise... tout cela ne montre pas de changements significatifs par rapport à l'ancienne politique, celle du libéralisme et du démantèlement du service public d'éducation ! Avoir un projet transformateur pour notre école et notre société, ce n'est pas amender à la marge quelques décisions antérieures et légitimer celles-ci par une concertation, aussi large soit-elle.

Nous ne partageons donc ni la méthode, ni le diagnostic issus de cette concertation, et encore moins les recommandations libérales, qui se trament derrière un discours du bien-être des élèves. Le projet d'école qui se dessine dans ce rapport n'est pas le nôtre.

Pour les personnels que nous représentons, nous serons particulièrement vigilants sur l'évolution des conditions et les charges de travail liées à de nouveaux horaires des écoles et aux nouvelles missions. Nous militerons pour la revalorisation des salaires, des recrutements sur des statuts de fonctionnaire et non de nouveaux contrats précaires. Pour les élèves, nous veillerons à l'amélioration des conditions d'études, à l'indépendance de l'école face aux intrusions de l'entreprise.

Comme nous l'avons déjà affirmé, dans le département, comme dans l'ensemble du pays, nous subissons la pire des rentrées :

- des Rased à bout de souffle par une absence totale de maîtres G ; un nombre insuffisant de maîtres E ; des postes vacants de psychologues scolaires
- un enseignement spécialisé dans une situation ubuesque : des élèves en attente de structure ; des CLIS très chargées ; des ULIS, malgré les créations, toutes au-delà des recommandations officielles. Et une absence de volonté de traiter ce dossier autour d'une table ronde !
- une scolarisation des deux ans à un niveau contraint
- une formation initiale et continue quasi inexistantes
- un manque cruel de moyens pour faire fonctionner le second degré
- etc, etc...

**Si les gouvernements changent, nos revendications demeurent.
L'école et la société toute entière ont un cruel besoin de tout autre chose.**